

décidé de marcher dans la rue, non loin de là où Ali Bongo Ondimba, son épouse et son petit monde tenaient leur show. S'en est alors suivi un face à face musclé avec les forces de l'insécurité de l'émergence du camarade Oye Zué armées jusqu'aux dents.

Dans ce face à face, qui a fini par énerver les policiers venus protéger, comme par enchantement, non pas le peuple, mais un lamentable hors-la-loi, une grenade assourdissante est lancée. La lourde détonation qu'Ali Bongo a entendue pour la première fois de sa vie l'a poussé à décamper dans la précipitation du rond-point de la démocratie que lui et ses partisans avaient pourtant envahi à grands frais et où ils se comportaient comme en terrain conquis. Visiblement énervé par ce coup tordu des troubles fête de la société civile, Ali Bongo donne alors l'ordre de punir ceux qui ont osé perturber la fête, sa fête. Oye Zué



répercute l'ordre à ses hommes. Aussitôt dit, aussitôt fait. Avec la dernière énergie et avec une

rage innommable, les acteurs de la société civile sont enlevés de jour comme de nuit, à l'image de Jean

Remy Yama, Jeff Blampain et bien d'autres. Le régime va alors se livrer à une véritable purge qui ne dit pas son nom. Une purge qui s'est transformée, ces derniers temps, en saignée. De jour, surtout de nuit, la police se livre à des arrestations de certains jeunes soupçonnés d'être proches de l'opposition ou capables de réellement gêner la campagne d'Ali. Le régime a pris pour prétexte la dernière sortie de la société civile au rond-point de la démocratie pour se livrer à cette saignée. Motif invoqué : « trouble à l'ordre public ». Tel est le motif pour lequel le leader syndical, Jean-Remy Yama et quelques-uns de ses collègues ont été condamnés dernièrement à dix jours de prison ferme. Si nul n'ignore que l'ordre public est le pendant des libertés publiques et que sa sauvegarde sert souvent de prétexte bon marché pour restreindre l'exercice de la

L'animateur télé Enrique-le-Bantu a été arrêté mardi matin à Kango

démocratie et le rendement de l'Etat de droit, l'application à géométrie variable qu'en fait l'actuel chef de l'Etat et son ministre de l'Intérieur fait tout de même entrer le Gabon de plain-pied dans la catégorie des systèmes dictatoriaux les plus fermes d'Afrique. Révenons à cette manif du rond-point de la démocratie. On peut se demander, à l'observation des faits, qui, d'Ali Bongo - qui a fait bloquer la circulation des heures durant par des milliers de ses "sympathisants" qui ont par la suite abandonné pancartes et tee-shirts sur la voie publique - ou des quelques acteurs de la société civile rassemblés dans une propriété privée d'où ils ont été délogés par la police et l'armée à coups de bombes lacrymogènes et de matraque, a réellement troublé l'ordre public ? Il est manifeste que, comme tout

système dictatorial n'ayant plus que la violence et l'intimidation comme ressources de contrôle social, le régime émergent est condamné à une mort prochaine. Comme on le voit, pour traquer des activistes de la plèbe, la justice fait preuve de promptitude et se montre très efficace. Cependant, elle est incapable de démanteler le réseau de fomenteurs pernicieux de crimes rituels et autres fossoyeurs des deniers de l'Etat. Ceux qui, au Gabon ou à l'extérieur, ne l'ont pas encore compris seraient bien avisés de prendre d'ores et déjà leurs distances vis-à-vis d'un gang qui ne cache plus ses desseins funestes au risque d'être perçus par les Gabonais comme les complices de leurs malheurs actuels.

Message de Lord Ekomy Ndong à la jeunesse gabonaise Il faut qu'on réagisse. C'est tout



JE SUIS



BOUN